

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2024

la fédération des entreprises d'insertion

Efficacité économique, finalité sociale

SOMMAIRE

FÉDÉRER

UNE VIE FÉDÉRALE RICHE p.5
RETOUR SUR UN CONGRÈS D'EXCEPTION p.8
MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE FEDERATION p.11
UNE FÉDÉRATION QUI S'ÉLARGIE p.12
AMELIORER LES SERVICES RENDUS AUX ADHERENTS p.14

PROMOUVOIR

LE PLAIDOYER p.17
LA FORMATION p.19
LA COMMUNICATION & LA DIGITALISATION p.21
LES ACHATS RESPONSABLES p.22

ACCOMPAGNER

LE DEVELOPPEMENT DES FILIERES p.25
LA PROFESSIONNALISATION p.29
L' EGALITE FEMMES-HOMMES p.31

PERSPECTIVES

CHANTIERS 2025 ..... p.33



LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



Nadia LANDRY

Projet “Nouvelle fédération”, congrès, nouvelles instances dirigeantes, nouvelles implantations régionales, nouvelles filières, nouveau plan stratégique, plaidoyer politique en constante adaptation dans un contexte politique instable : 2024 aura été une année charnière pour la fédération des entreprises d'insertion.

Heureusement, l'esprit fédérateur qui anime notre engagement autour d'une vision et d'objectifs communs nous renforce chaque jour. Chacun des chantiers précités ont été pensés, conçus et mis en œuvre collectivement grâce à une volonté partagée de faire progresser nos convictions bien au-delà de nos capacités individuelles. Nous nous rassemblons par devoir d'unité pour affronter ensemble un contexte économique et sociale très inquiétant.

Les temps changent mais notre cap reste inchangé : entreprendre pour le bien social en participant pleinement au développement d'une économie plus écologique, plus solidaire et plus démocratique. Nos entreprises ne sont pas qu'une solution pour lutter contre l'exclusion sociale et le chômage de longue durée, elles préfigurent un projet de société.

Je suis particulièrement honorée de prendre le relais de Luc de Gardelle après ses deux excellents mandats à la présidence de la fédération. Nous avons la responsabilité collective de porter l'héritage des acquis récents comme le Pacte d'Ambition pour l'IAE afin que le modèle “Entreprise d'insertion” que nous défendons continue d'apporter une réponse consensuelle aux immenses besoins de notre société fracturée.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport d'activité 2024 qui traduit toute la richesse des engagements sans faille des salarié·es, des élu·es, et bien sûr de tous les dirigeant.e.s et les équipes des entreprises adhérentes qui donne la force de notre fédération.

Nadia LANDRY
Présidente

FÉDÉRER



la fédération
des entreprises
d'insertion

FÉDÉRER

UNE VIE FÉDÉRALE RICHE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Après l'Assemblée générale (AG) de mai 2024, une AG exceptionnelle était organisée du 18 novembre au 2 décembre pour élire la nouvelle présidente et acter définitivement le projet "Nouvelle fédération" qui vise à réunir l'ensemble des fédérations régionales au sein d'une même structure tout en gardant une certaine autonomie régionale. L'opération de fusion a pris effet le 1er janvier 2025.





CONSEIL FÉDÉRAL

Le Conseil fédéral (CF) s'est réuni à six reprises en 2024, dont quatre fois en présentiel à Paris, notamment pour travailler au projet "Nouvelle fédération" ainsi que sur le plan stratégique 2025-2027 de la fédération. L'actualité politique riche et le lancement de la campagne de communication "L'insertion, ça change une vie !" ont fait l'objet de nombreuses discussions. Le CF a été renouvelé à 93 % fin-2024 lors d'un vote en Assemblée générale.

BUREAU FÉDÉRAL

Les membres du Bureau fédéral (BF) se sont réunis dix-neuf fois à Paris, à Saint-Nazaire et en visio-conférence pour piloter la stratégie de la fédération. Lors d'un vote des membres du Conseil fédéral fin-2024, le BF a été renouvelé pour un nouveau mandat 2025-2027 et est devenu paritaire.





CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DE RÉGULATION (CSR)

Les 6 membres du Conseil de surveillance et de régulation (CSR) se sont principalement consacrés à l'élaboration du nouveau règlement intérieur et à la mise en application des nouveaux statuts dans le cadre du projet "Nouvelle fédération". Le CSR a été renouvelé pour son nouveau mandat 2025-2027.

FÉDÉRER

UNE VIE FÉDÉRALE RICHE

SÉMINAIRE DE RENTRÉE : UN CAP CLAIR EST DONNÉ

Les salariés de la fédération, les membres du Bureau fédéral et les Présidentes et Présidents régionaux se sont réunis les 10 et 11 septembre lors du traditionnel séminaire de rentrée. L'occasion de revenir sur les actualités politiques (budget 2026, loi Plein Emploi, fusion DSN/ASP, etc.), de définir les actions prioritaires de fin d'année, de préparer la mise en œuvre opérationnelle du projet "Nouvelle fédération" et de travailler à la construction du plan stratégique 2025-2027.





TOUS POUR UN(S) !

Les salariés de la fédération se sont également réunis à Paris à quatre reprises pour se coordonner sur les enjeux du moment, partager les bonnes pratiques et construire le travail collectif. Un format de réunion essentiel pour assurer une bonne fluidité dans la collaboration entre les équipes régionales et nationales.

Les échanges sont maintenus tout au long de l'année par des visio-conférence bimensuelles réunissant tous les permanents.

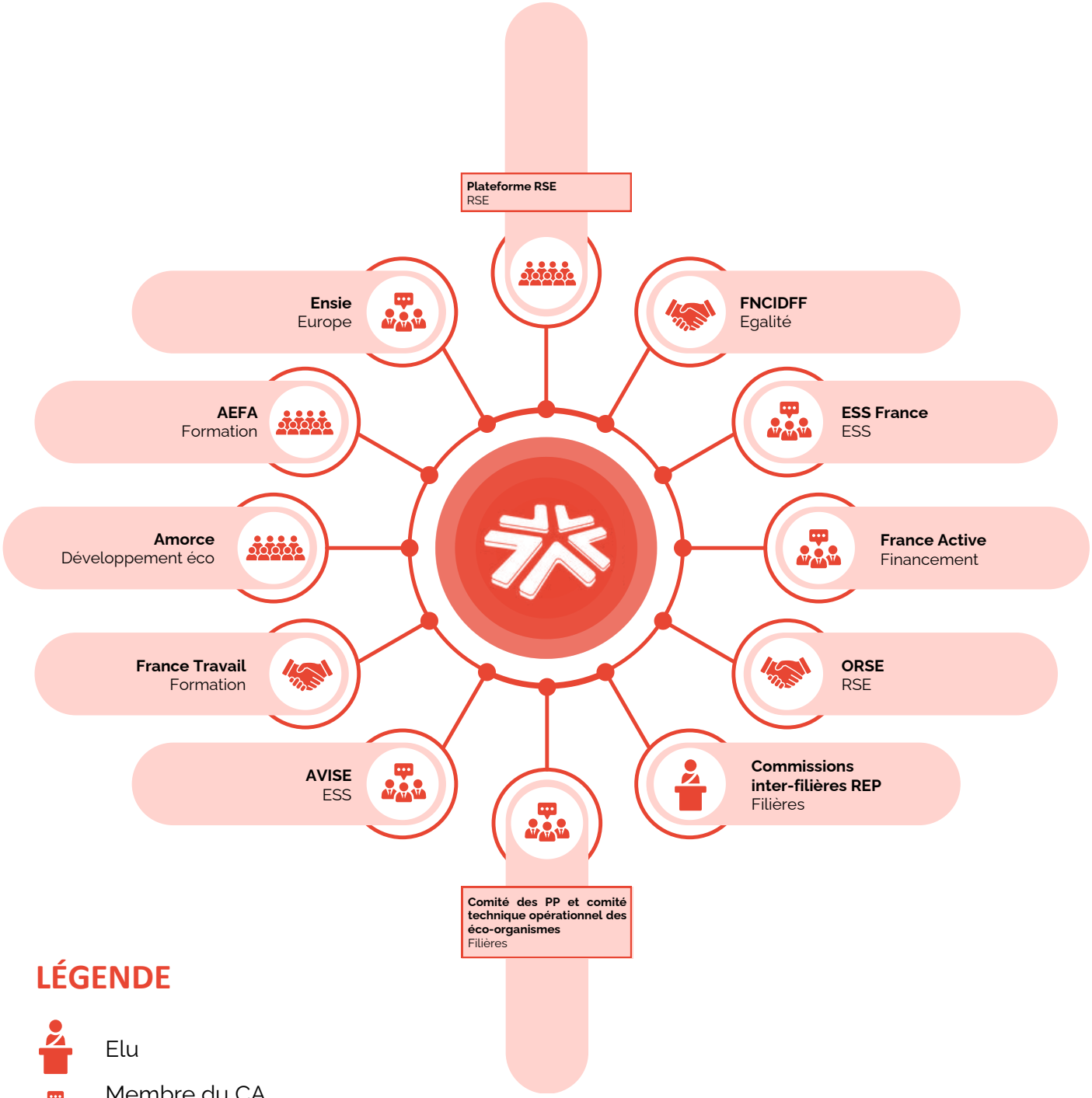


FÉDÉRER

UNE VIE FÉDÉRALE RICHE

UNE FÉDÉRATION PRÉSENTE DANS DE NOMBREUSES INSTANCES

A travers la voix d'élus et de salariés, la fédération porte son plaidoyer au sein de diverses instances d'associations, de fédérations et d'institutions partenaires.



LÉGENDE

- Elu
- Membre du CA (ou comité stratégique)
- Représentant
- Partenariat

FÉDÉRER

RETOUR SUR UN CONGRÈS D'EXCEPTION

CAP AU NORD POUR LE CONGRÈS

Plus de 450 participants se sont réunis à Lille pour le Congrès de la fédération ! Deux jours rythmés par des échanges riches, des débats de qualité et des rencontres inspirantes. Plusieurs personnalités ont fait le déplacement pour apporter leurs soutiens à l'engagement des entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion.
Au programme : tables rondes, *masterclass* et discussions entre pairs, le tout dans une ambiance chaleureuse aux couleurs des Hauts-de-France.







L'HOSPITALITÉ INDÉTRONABLE DES HAUTS-DE-FRANCE

Les Hauts-de-France accueillaient en grande pompe le congrès à Lille. On ne pouvait envisager de meilleur cadre que la belle capitale des Flandres pour ce moment fédérateur.
De la soirée des retrouvailles à quelques pas de la Grand Place, illuminée par les décorations de noël, aux conférences, ateliers de la journée et le gala, il est difficile de ne retenir qu'un moment dans ce congrès. Au-delà, c'était un beau retour aux sources sur une terre pionnière de l'Insertion par l'activité économique.
Nous conserverons tous ces précieux souvenir jusqu'au prochain congrès, en espérant que notre légendaire chaleur humaine et sympathie auront permis d'atténuer le froid et le goût, trop prononcé pour certains, du maroilles !



FÉDÉRER

RETOUR SUR UN CONGRÈS D'EXCEPTION

DES INTERVENANTS DE QUALITÉ

Nous avons eu l'honneur d'avoir la présence de personnalités comme Fabrice Masi (DGEFP), Marylise Léon (CFDT), Thibaut Guilluy (France Travail) ou encore Stéphane Viry (Député).









L'après-midi a donné lieu à cinq ateliers thématiques animés par des spécialistes tels que Simon Karleskind (ADEME), Jean-Yves Frémont (CUD), ou encore François Vergin (Ville de Roubaix) et les représentants de l'Ensie. Les questions de transition écologique, de réindustrialisation ou encore d'inclusion par l'art et le sport et de l'inclusion à l'échelle européenne ont été débattues.

Le second jour, Marylise Léon (CFDT) et Emmanuel Cohardy (CPME) ont évoqué l'évolution du travail, avant une réflexion sur les mutations économiques et technologiques avec John Ayoun et Malo Mofakhami.





IMAGINONS L'AVENIR DE L'INSERTION !



Les participants ont laissé libre cours à leur imagination en créant les Unes des journaux du futur sur le thème de l'insertion.
Formation, budget, politique : autant de sujets abordés avec audace. Certains ont imaginé un État renforçant le PIC IAE, d'autres ont proposé de taxer les « super profits » pour financer l'insertion. Des visions ambitieuses, allant jusqu'à rêver d'un ministère dédié à l'IAE.
Un exercice ludique et inspirant, reflétant une volonté collective de faire évoluer l'insertion vers un avenir prometteur.

FÉDÉRER

RETOUR SUR UN CONGRÈS D'EXCEPTION

NADIA LANDRY ÉLUE PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION



Elue par une large majorité pour un premier mandat de trois ans, Nadia Landry est devenue la première femme présidente de la fédération lors du Congrès, succédant à Luc de Gardelle.
Membre du bureau fédéral depuis trois ans, et impliquée depuis 2010 au sein de la fédération des entreprises d'insertion Occitanie, elle dirige l'entreprise d'insertion *Pierre en Paysage* spécialisée dans les ouvrages en pierre sèche située à Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales).



MERCI À LUC DE GARDELLE POUR SES SEPT ANNÉES À LA TÊTE DE LA FÉDÉRATION

La fédération tient à exprimer ses remerciements tout particuliers à Luc de Gardelle qui a, pendant sept ans, déployé sa formidable énergie à la tête de la fédération. Pacte d'ambition pour l'IAE, ProEI, RSEi, Nouvelle fédération : il a été l'artisan de nombreuses réussites qui continuent de porter leurs fruits.

DES INSTANCES RENOUVELLÉES

L'ensemble des instances nationales et régionales de la fédération ont été renouvelées, dans le stricte respect des règles de parité. Le Conseil fédéral accueille pour la première fois l'ensemble des Président.e.s et Vice-Président.e.s régionaux.



FÉDÉRER

MISE EN PLACE DE LA NOUVELLE FÉDÉRATION

POUR NOUVELLE FÉDÉRATION PLUS UNIE

À la suite de l'adoption des nouveaux statuts par les adhérents en 2023, l'année 2024 a été marquée par la concrétisation du projet "Nouvelle Fédération" qui vise à gagner en agilité, en efficacité et en influence.
Chaque fédération a signé un traité de fusion pour rejoindre une seule entité, la fédération des entreprises d'insertion. Les établissements régionaux créés gardent une certaine autonomie, notamment en matière de gouvernance, de budget, de stratégie et de gestion des ressources humaines locales.





UNE NOUVELLE GOUVERNANCE RÉGIONALE !

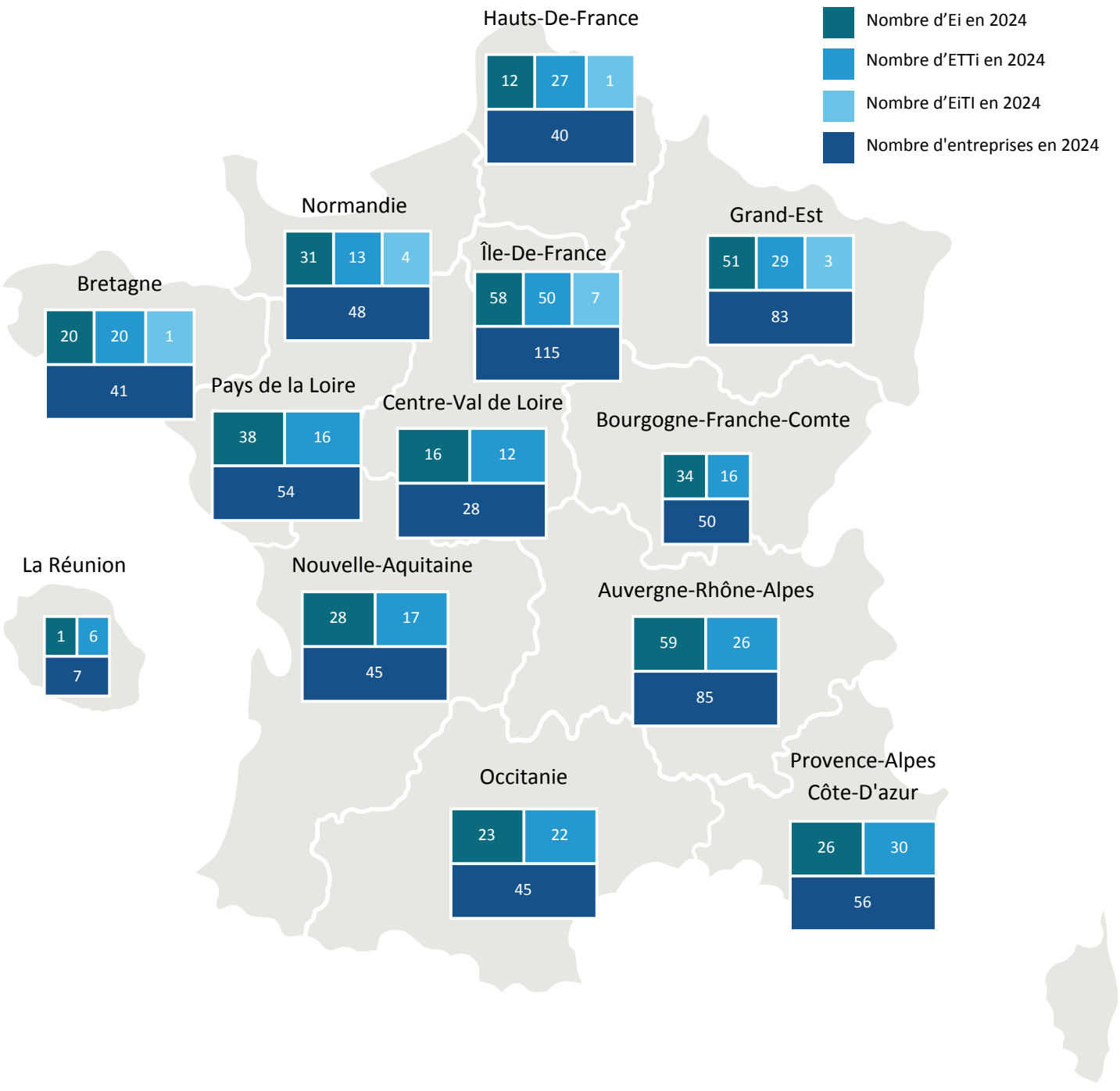
L'adoption des nouveaux statuts marque une étape importante dans l'évolution de la gouvernance régionale. Chaque établissement régional bénéficie désormais d'une organisation renouvelée, structurée autour d'un Comité d'animation régional paritaire composé d'un minimum de six élues et élus et mené par un.e Président.e et un.e Vice-Président.e. Ces derniers étant *ex officio* membre du Conseil fédéral. Cette nouvelle architecture vise à renforcer la représentativité et l'efficacité du pilotage territorial.

Tous les permanents des établissements régionaux restent sous l'autorité des instances régionales et sous le pilotage des Délégués régionaux, mais ils et elles font dorénavant partie d'une même équipe employée par la fédération des entreprises d'insertion.

FÉDÉRER

UNE FÉDÉRATION QUI S'ÉLARGIE

En 2024, la fédération compte 688 entreprises adhérentes réparties dans 13 régions.



FÉDÉRER

UNE FÉDÉRATION QUI S'ÉLARGIE



LANCEMENT DE LA FÉDÉRATION SUR L'ILE DE LA RÉUNION

La fédération des entreprises d'insertion renforce son ancrage territorial avec l'ouverture en 2024 d'une fédération régionale à La Réunion. À cette occasion, une délégation de l'Hexagone est venue officialiser ce lancement et rencontrer les acteurs de l'insertion sur l'île afin de poser les bases d'une dynamique locale forte.

Les premiers échanges avec les services de l'Etat, les conseils régionaux et départementaux, France Travail ou encore l'Urssaf laissent présager la construction de partenariats durables pour développer les entreprises d'insertion sur l'île.
Des visites de terrain ont également eu lieu, notamment chez Service Intérim Réunion et Moringue, illustrant la diversité et la vitalité des initiatives locales.
Un Délégué régional a pris ses fonctions en Août 2024 pour accélérer l'implantation de la fédération.

"LE BEAU GESTE" ET "SOLENCIEL" RÉCOMPENSÉS !

Le Beau Geste, dirigé par Fleur Masson, a remporté l'édition 2024 du prix JENi. Cette entreprise d'insertion créée en 2022 en PACA est spécialisée dans la confection de biscuits à base de légumineuses, Le Beau Geste défend un savoir-faire artisanal et un engagement solidaire.



Remise du Prix JENi à Fleur Masson par Nadia Landry, présidente de la fédération



Rodolphe Baron, prix "Coup de cœur"

Solenciel a reçu la mention spéciale « Coup de cœur ». Cette entreprise grenobloise dirigée par Rodolphe Baron accompagne et forme aux métiers de la propreté des femmes victimes de réseaux de prostitution.

FÉDÉRER

AMÉLIORER LES SERVICES RENDUS AUX ADHÉRENTS

QUALI'OP : RENOUVELLEMENT DE CERTIFICATION POUR LA FÉDÉRATION !

Ce renouvellement confirme l'importance de sa démarche qualité dans un contexte d'évolution vers la « Nouvelle Fédération ».
La démarche est pleinement maîtrisée et appliquée par tous et la dynamique d'amélioration est permanente. L'auditrice de l'AFNOR a souligné l'implication remarquable des équipes, des responsables de processus et des élus !

QUALI'OP : LES RÉGIONS AUDITÉES TÉMOIGNENT

L'audit qualité est toujours un moment important dans la vie d'une organisation, les entreprises labellisées RSEi en savent quelque chose ! Avec la démarche Quali'OP, c'est la fédération qui se fait auditer en tant qu'organisation professionnelle sur les services rendus aux adhérents : chaque année, l'auditeur AFNOR vient vérifier le respect des engagements de services mis en œuvre par la fédération, auprès du siège mais également auprès d'un échantillonnage de quatre fédérations régionales. En 2024, ce sont les fédérations de Nouvelle Aquitaine, des Hauts de France, des Pays de la Loire et d'Ile de France qui ont été auditées.

Voici le témoignage de deux fédérations régionales sur ce moment fort de la démarche Quali'OP :

« L'audit réalisé en Hauts-de-France s'est révélé très pertinent au regard de la conjoncture et de la configuration de notre fédération en 2024. Établir le bilan de ce qui avait été réalisé les années antérieures pour construire un plan d'action cohérent permettant de fixer un cap. La certification Quali'OP apporte un cadre rassurant et l'audit n'est pas seulement une évaluation mais un moment de construction et d'amélioration. Le fait que la présidence soit invitée à cet audit est très pertinent et renforce l'implication et la mobilisation des élus dans cette démarche qui ne concerne pas que "les opérationnels". L'audit est un véritable moment d'échange. C'est avant tout une analyse et un partage permettant une prise de hauteur sur nos pratiques. »
Edouard MISSONIER
Délégué Régional Haut de France.

« Les audits internes permettent des échanges, des regards croisés sur les bonnes pratiques des différentes régions et d'apports d'éléments nouveaux pour la région auditée. C'est aussi un moment privilégié entre les audités et l'auditrice où se livrent difficultés et fiertés d'avoir pu aboutir sur certains livrables. Grace à ces audits, ces belles réussites qui ne sont pas toujours clairement exprimées permettent l'émergence de pépites et l'essaimage vers les autres régions. L'audit interne est un outil fédérateur ! »

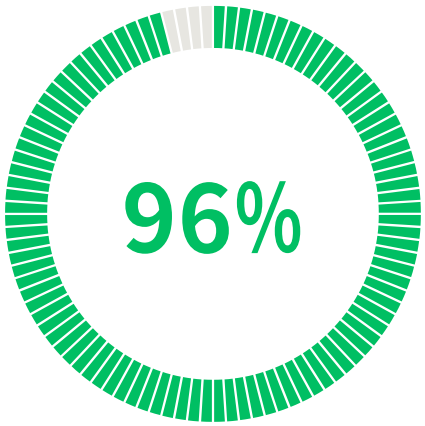
Laurence EDMEADS
Déléguée régionale Centre-Val de Loire (et en responsabilité de la démarche qualité en Nouvelle Aquitaine par intérim).

Première fédération de l'économie sociale et solidaire à obtenir la certification Quali'OP, la fédération rejoint ainsi la vingtaine d'organisations professionnelles déjà certifiées en France. Une reconnaissance de la qualité de ses services comme un gage de confiance pour les adhérents mais aussi pour les pouvoirs publics qui soutiennent son action.

FÉDÉRER

AMÉLIORER LES SERVICES RENDUS AUX ADHÉRENTS

QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION 2024



...des adhérents sont satisfaits ou très satisfaits du résultat des actions menées par la fédération

C'est devenu un outil incontournable pour le pilotage et l'amélioration de la démarche qualité de la fédération : pour la 4ème année consécutive, les adhérents ont été invités à répondre au grand questionnaire de satisfaction pour faire part de leurs attentes, suggestions d'amélioration sur la qualité des services rendus par la fédération. Les résultats de l'enquête* étaient d'autant plus attendus cette année que 2024 a marqué une étape charnière dans notre vie fédérale avec le projet "Nouvelle Fédération".

Au total, 141 réponses qui ont été recueillies (environ 20 % des adhérents) avec un chiffre clé : **96 % des répondants sont satisfaits ou très satisfaits du résultat des actions menées par la fédération pour les représenter et les défendre.**

Parmis les principaux atouts rapportés : la connaissance des adhérents, la proximité, l'écoute, la réactivité, le professionnalisme et bien sûr le plaidoyer, la force de conviction et le poids politique notamment auprès des acteurs institutionnels.
Quant aux pistes d'amélioration proposées, elles comprennent, entre autres, le renforcement des synergies entre les Ei et les autres entreprises, un rapprochement avec les acteurs économiques, l'ouverture aux réseaux des entreprises locales, la poursuite des actions de communication et un soutien renforcé à la formation des élus.
De beaux challenges en perspective pour une fédération toujours plus déterminé à s'investir dans l'amélioration continue et l'accompagnement de ses adhérents !

*Retrouvez les résultats de l'enquête dans leur intégralité sur le site de la fédération.



PROMOUVOIR



la fédération
des entreprises
d'insertion

PROMOUVOIR

PLAIDOYER

DOSSIERS PLAIDOYER : LES PROPOSITION DE LA FÉDÉRATION

La fédération des entreprises d'insertion met à disposition de ses adhérents et ses permanents un dossier complet de plaidoyer dans lequel sont détaillées les principales propositions à destination des pouvoirs publics, tant nationaux que locaux. Trois axes majeurs y sont développés : la formation, le pilotage de l'IAE et son financement.

Ce condensé de mesure sert de document de référence pour l'ensemble des actions de plaidoyer menés auprès du Gouvernement, des parlementaires, des services déconcentrés de l'Etat ou encore des collectivités territoriales.





LA FEI-AURA À LA RENCONTRE DES DÉPUTÉS DES TERRITOIRES

Déclinaison concrète de la stratégie de plaidoyer de la fédération : la FEI-AURA a contacté les 47 députés de la région (hors-RN) en ciblant prioritairement les commissaires aux affaires économiques, aux affaires sociales et aux finances.

Près d'une dizaine de rencontre ont été organisées en conséquences pour porter les atouts de l'IAE jusqu'au Parlement.

Parmi les sujets évoqués : projet de loi de finances 2025, pilotage de l'IAE.. des sujets qui on animé toute la fin 2024.
La fédération a participé aux travaux animés par le réseau de l'emploi en vue de l'élaboration d'une feuille de route de l'IAE censée fixer les lignes directrices dans le prolongement du "Pacte ambition pour l'IAE" de 2019.

PROMOUVOIR

PLAIDOYER

MOBILISATION GÉNÉRALE AUTOUR DU BUDGET 2025

Les entreprises d'insertion se mobilisent autour du budget 2025 jugé insuffisant, notamment pour la formation. Le baisse du budget "PIC IAE" dédié à la formation réduire à moins de 6 heures le temps de formation moyen des personnes en insertion.

La fédération s'est également battu pour une augmentation des aides au poste indexée sur la hausse du SMIC et pour un soutien au développement des entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion.





LA FÉDÉRATION AUDITIONNÉE DANS LE CADRE DU BUDGET 2025

En septembre, La fédération des entreprises d'insertion était auditionnée, aux côtés de la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et de l'Union Nationale des Associations Intermédiaires (UNAI) par le Député Didier Le Gac, rapporteur du budget sur la mission "Travail & Emploi".

PROMOUVOIR

FORMATION

LANCEMENT DE L'ACADÉMIE DE L'INCLUSION !

La fédération des entreprises d'insertion a lancé l'Académie de l'inclusion : un organisme de formation dédié aux acteurs de l'insertion par l'activité économique. Accessible à toutes les structures de France, qu'elles soient adhérentes ou non, l'Académie propose un catalogue de formations adaptées et dédiés aux besoins des professionnels permanents des entreprises. Par exemple pour les encadrants techniques d'Ei ou encore les conseillers en insertion professionnelle (CIP) et les dirigeants d'EI / ETTI.

Le tarif est réduit de 30 % pour les adhérents !





LES OPEN BADGES : UN LEVIER POUR VALORISER LES COMPÉTENCES DOUCES

Les Open Badges offrent aux salariés en insertion un moyen innovant de valoriser notamment leurs qualités humaines afin d'améliorer leur employabilité (communication, adaptabilité, esprit d'équipe…). La fédération accompagne ses adhérents pour structurer cette reconnaissance des compétences et ainsi favoriser leur intégration dans le monde professionnel. Dès 2025, les entreprises d'insertion remettront des badges répartis en quatre familles : interaction, agilité, transmission et engagement. Ce projet positionne les entreprises d'insertion comme des acteurs innovants de la politique de l'emploi et de la formation.

DES MATINALES FORMATION PLÉBISCITÉES

La fédération des Pays de la Loire a organisé trois matinales avec plus d'une centaine de SIAE, 40 organismes de formation et divers partenaires (France Travail, Conseil régional, DDETS, Transition Pro ou encore CAFOC) autour de la thématique de la formation des salariés en insertion. Ces évènements se sont tenus dans la région, en association avec CHANTIER école et avec le soutien financier de la DREETS.

Les interventions et les ateliers ont favorisé les échanges de pratiques autour des parcours de formation, permis de mettre en commun les visions sur les évolutions de la formation et des publics, et de réfléchir aux coopérations à envisager.



PROMOUVOIR

FORMATION

L'EXPÉRIMENTATION PROEI PREND DE L'AMPLEUR

En 2024, le dispositif “Pro Ei” a connu une véritable montée en puissance en AURA et en PACA, les deux régions d'expérimentation. Grâce à une prise en charge financière des coûts de formation et de rémunération par France Travail, des salariés en insertion ont pu accéder plus facilement à de nombreuses formations. Un dispositif réussi que le Gouvernement a reconduit en 2025.





L'EUROPE DE L'ESS AVEC LA RÉGION GRAND EST

Dans le cadre des élections européennes de juin 2024, la fédération Grand Est a participé à deux rencontres sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Tout d'abord, la fédération a participé au débat entre les candidats à l'élection européenne autour du positionnement de ces derniers sur le développement d'emplois accessibles et dignes.

Au lendemain du scrutin, Jeanne Barseghian (Maire de Strasbourg) a invité, le 18 juillet 2024, les membres de l'intergroupe économie sociale du Parlement européen et de la Social Economy Europe à une rencontre dans les salon de l'hôtel de ville. Cet échange a réuni une dizaine de députés issus de 4 groupes différents pour rassembler autour d'un programme commun.

La fédération était au côté de Réseau européen des entreprises sociales d'insertion (ENSIE) pour échanger avec les députés européens sur les entreprises sociales inclusives et leur rôle important dans les transitions sociales, environnementales et démocratiques.

PROMOUVOIR

COMMUNICATION & DIGITALISATION

« L'INSERTION, ÇA CHANGE UNE VIE ! » : UNE CAMPAGNE RÉSOLUMENT POSITIVE ET HUMAINE

La fédération a lancé le 5 décembre, sa nouvelle campagne de communication : « L'insertion, ça change une vie ! ». Cette campagne fait le choix d'un message positif: valoriser l'IAE par l'image en mettant en lumière des visages, des parcours et des métiers.

Cette grande campagne de communication, inaugurée le 5 décembre à Lille lors du Congrès de la fédération a vocation à durer trois ans et se décliner sur de multiples supports (expositions, spots TV et radio, affiches, capsules vidéo sur les réseaux sociaux, articles de presse locale, encarts publicitaires sur internet, etc.), et ce partout en France.









LA FÉDÉRATION MIS EN AVANT À LA RADIO ET À LA TÉLÉVISION !

La fédération est lauréate 2024 du programme "Transition en commun" qui offre une opportunité unique de diffuser gratuitement un spot publicitaire sur les ondes de Radio France et les chaines de France Télévision à plusieurs périodes de l'année entre décembre 2024 et le premier semestre 2025.

Après des passages remarqués sur France Inter, France Bleu ou encore France Info début décembre, la campagne a été diffusée pendant les fêtes de fin d'année sur France 2, France 3 et France 5.

La filière économie circulaire était mise en avant autour d'un message associant insertion et allongement de la durée de vie des produits du quotidien.

PROMOUVOIR

ACHATS RESPONSABLES

INCLUSIV'DAY 2024 : LES ACHATS INCLUSIFS À L'HONNEUR !

La fédération était présente pour la cinquième fois à l'Inclusiv'Day, un salon qui a pour but d'encourager au développement des politiques d'achats socialement responsables et du recrutement inclusif.

Partenaire de l'événement 2024, la fédération a pu échanger avec les participants au salon depuis son propre stand et en participant à trois tables rondes.



Un atelier **"Comment gagner plus en achetant mieux ?"** a été organisé par la fédération pour l'occasion, mettant en lumière les secteurs du numérique et de la propreté à travers des collaborations réussies.



LA FÉDÉRATION POURSUIT SA PROGRESSION DANS LES ACHATS RESPONSABLES

Les achats socialement responsables progressent grâce aux échanges et aux collaborations avec des partenaires et des réseaux. En 2024, cela se traduit par des interventions lors de webinaires tels que celui de l'AFNOR en novembre 2024 ou du Marché de l'Inclusion prévu en 2025.

Ces échanges incluent le partage de bonnes pratiques et d'éléments sur les achats avec des réseaux comme la Médiation des Entreprises et le Cercle des Achats, ainsi que le développement de partenariats, notamment avec Alliance Villes Emploi.

Ces actions ont pour objectif de faire connaître et reconnaître les atouts des EI et ETTI. En parallèle, le développement des achats responsables se fait aussi en interne, à travers un groupe de travail régulier sur cette thématique, lancé en décembre 2024 avec les permanents de la fédération.

PROMOUVOIR

ACHATS RESPONSABLES

UNE JOURNÉE "ACHATS ET RECRUTEMENTS INCLUSIFS" EN RÉGION PACA



Une journée "Achats et recrutements inclusifs" a été organisée en collaboration avec COORACE et Chantier École le 26 septembre 2024 à Nice. Cet évènement s'adressait aux professionnels des achats et du recrutement des structures de l'IAE et des entreprises classiques des Alpes-Maritimes.

Les objectifs étaient de :

- Favoriser l'interconnaissance entre le monde économique classique et les structures inclusives (SIAE, EA).
- Créer des synergies territoriales en valorisant les initiatives inclusives et en développant des partenariats.
- Innover en matière de Responsabilité Sociale des Entreprises.

Les rencontres se sont déroulées en rendez-vous BtoB de 20 minutes, sous forme de speed business meetings. Au total, se sont plus de 64 participants qui étaient présents et une trentaine de rendez-vous ont été réalisés.



SPEED DATING INCLUSIF EN NORMANDIE

Le 17 octobre, la fédération Normandie co-organisait la deuxième édition de la Matinée Achats Responsables et Inclusifs, à Rouen.
Le format speed-dating a rassemblé vingt-deux entreprises et des prestataires inclusifs, sélectionnés pour répondre à leurs besoins.
Avec ses partenaires, le GIE Norm'Handi et Echobat, la fédération a présenté deux nouvelles offres :

- Une réponse collective pour l'entretien des espaces verts des gares normandes
- EPATEI : Ecoconstruire Pour Accélérer la Transition Ecologique et Inclusive

« En partenariat avec la Métropole Rouen Normandie et notre fédération, le Groupe SEMAFOR (l'ETTI E2I et l'EITI ALL INCLUSIVE), nous favorisons concrètement l'approche responsable des achats des grandes entreprises du territoire. Vivement la prochaine édition ! » - Pierre HERMANN, président du Groupe SEMAFOR.

ACCOMPAGNER



la fédération des entreprises d'insertion

ACCOMPAGNER

LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES

EN 2024, UN PLAIDOYER ACTIF AUPRÈS DES ACTEURS DES FILIÈRES

Depuis l'adoption de la loi AGEC en 2020, les entreprises d'insertion actives dans l'économie circulaire doivent relever de nombreux défis : un déséquilibre croissant dans leurs relations avec les éco-organismes, de plus en plus focalisés sur la performance économique au détriment des enjeux environnementaux et sociaux.



Dans ce contexte, la fédération s'est fortement mobilisée en menant un travail de plaidoyer soutenu en multipliant les échanges avec les parlementaires dans le cadre du bilan de la loi AGEC, et en contribuant à la mission d'inspection interministérielle sur la gouvernance des filières REP. Ces démarches ont permis de faire entendre des propositions concrètes directement auprès du ministre de la Transition écologique.

Les représentants de la fédération au sein des différentes filières se sont également fortement impliqués sur le sujet notamment sur des filières qui subissent des difficultés comme la filière textile.

La fédération a également signé le 27 novembre une convention de partenariat avec FEDEREC pour conjuguer leurs efforts en la matière et être plus unis.



LANCEMENT DE LA CAMPAGNE « LES ENTREPRISES D'INSERTION, FIÈRES DE BIEN FAIRE : DES SERVICES DE QUALITÉ À HAUTE VALEUR AJOUTÉE »

Dans le cadre de la valorisation des filières des entreprises d'insertion, une campagne a été lancée en 2024 sous le slogan *« Les entreprises d'insertion, fières de bien faire : Des services de qualité à haute valeur ajoutée »*. Cette initiative vise à rendre plus visibles les filières et le savoir-faire de nos entreprises d'insertion en mettant en lumière la performance économique, la qualité de service et l'impact social qu'elles proposent.

Deux films promotionnels ont été réalisés pour les secteurs de la propreté et du paysage, complétés par des plaquettes de communication à destination des acheteurs et partenaires.

ACCOMPAGNER

LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES

2024, L'ANNÉE DU RENFORCEMENT POUR LA FILIÈRE PROPRETÉ

La filière propreté s'est renforcée cette année autour de trois grands axes :

- **Développer la création de prestations** annexes et la diversification d'activité.
- **Favoriser la structuration et la professionnalisation** de l'activité.
- **Améliorer la visibilité** des entreprises d'insertion de la propreté.



Parmi les avancées, la mutualisation des stratégies d'achat a permis à 12 entreprises d'insertion de la filière d'optimiser leurs coûts et renforcer les synergies. Elle vise à soutenir les entreprises face au contexte économique difficile en favorisant la coopération et l'efficacité.

La filière propreté a également porté un focus particulier sur la diversification d'activité, en organisant deux webinaires d'échanges : la gestion des nuisibles et le *facility management*. Ces webinaires ont permis aux entreprises d'explorer de nouvelles opportunités de développement en partageant des bonnes pratiques et des retours d'expériences.

En parallèle, la filière propreté a collaboré avec une consultante pour travailler sur la rédaction d'un mémoire technique afin de répondre plus efficacement aux appels d'offres publics. L'objectif était d'aider les entreprises à structurer leurs propositions en mettant en avant leurs savoir-faire, leur méthodologie et leur capacité à répondre aux exigences spécifiques des marchés publics.



EN PACA, LES EI ET ETTI EN POINTE DANS LA TRANSITION JUSTE

La fédération de PACA a remporter un appel à projet pour travailler sur les mutations économiques dans les Bouches-du-Rhône, financé par le Fonds européen de transition juste (FTJ)

Ce projet a permis le recrutement de Carole Martin, en charge d'accompagner les entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion dans cette transformation profonde de l'économie locale vers la neutralité carbone.

ACCOMPAGNER

LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES

INSERTION ET IA : LES ETTI EN ACTION À LYON



La journée ETTI 2024 s'est tenue dans un cadre d'exception, à l'Hôtel de Ville de Lyon, rassemblant plus de 130 participants. Placée sous le signe de la digitalisation et de l'intelligence artificielle, elle a été marquée par l'intervention de Cédric Villani, médaillé Fields et ancien député. Les échanges ont mis en lumière l'agilité des ETTi face aux défis technologiques et d'insertion.

Des ateliers participatifs ont permis d'aborder les enjeux de l'inclusion numérique. La fédération a salué l'engagement d'Agnès Rigaudière-Real, chargée de projet ETTi, qui part vers de nouveaux horizons après quatre années d'implication.

DÉVELOPPEMENT DU GROUPE D'APPUI TECHNIQUE "MÉTIERS DES PERMAMENTS EN ETTI"

Porté par la Commission ETTi, ce "GAT" poursuit ses travaux engagés depuis 2023 pour structurer et valoriser les spécificités de l'intérim d'insertion. Après avoir produit un cadre général de la profession, quatre référentiels-métiers et un recensement des besoins en formation, les outils-métiers développés ont permis de mieux faire reconnaître le modèle ETTi auprès des parties prenantes, de poser les bases d'une filière insertion dans la classification des métiers de branche, et de construire une offre de formation désormais référencée par la Commission Paritaire Nationale pour l'Emploi (CPNE).

la fédération des entreprises d'insertion | ETTi Entreprise de Travail Temporaire d'insertion

En 2024, cette dynamique se poursuit avec de nouveaux axes de travail centrés sur le recrutement, l'intégration et la professionnalisation des permanents en ETTi. Ces chantiers visent à renforcer l'attractivité et la montée en compétences des équipes, au service d'un modèle toujours plus professionnalisé et structurant pour le secteur de l'insertion.

ACCOMPAGNER

LE DÉVELOPPEMENT DES FILIÈRES

DES FLASH WEB AU SERVICE DES ETTI

En 2024, la Fédération des entreprises d'insertion a lancé une programmation mensuelle de Flash web, un format court, à distance. Ces rendez-vous visent à informer les salarié·es permanents des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTi) sur l'actualité du secteur et à les outiller sur des sujets clés : formation, prévention, outils numériques.



Plusieurs sessions ont été coanimées avec le Fonds pour l'emploi du travail temporaire (FPETT), acteur majeur de la formation des intérimaires et des demandeurs d'emploi. Parmi les thématiques abordées cette année : la formation comme levier commercial, l'expérimentation de projets alternatifs, l'offre de formation référencée par la CPNE pour les permanents en ETTi, ou encore l'accompagnement à la reconversion après un accident du travail ou une maladie professionnelle.
Plébiscité par les participant·es, ce format souple et accessible sera reconduit en 2025 pour continuer à accompagner les ETTi dans le développement de leur activité et la montée en compétences de leurs équipes.

LE FONDS GARAN'TTI : UN OUTIL SOLIDAIRE QUI MONTE EN PUISSANCE

Le fonds Garan'tti, géré par la Fédération en partenariat avec l'Union Nationale des Entreprises Adaptées (UNEA), avec le soutien du Crédit Coopératif et de France Active, continue de se développer en 2024. Destiné aux ETTi, ETT ESUS et EATT, ce dispositif permet d'accéder à la garantie financière obligatoire (articles L1251-49 et suivants du Code du travail) à partir d'une participation accessible (10 % du montant de la garantie).

Au-delà de son rôle de sécurisation, Garan'tti porte une double mission : la mutualisation des risques et l'accompagnement sur le long terme de ses membres.
En 2024, le fonds a poursuivi sa dynamique de croissance, avec 42 structures bénéficiaires, dont un nombre croissant d'EATT, marquant ainsi son rôle structurant pour le développement du secteur.

ACCOMPAGNER

LA PROFESSIONALISATION

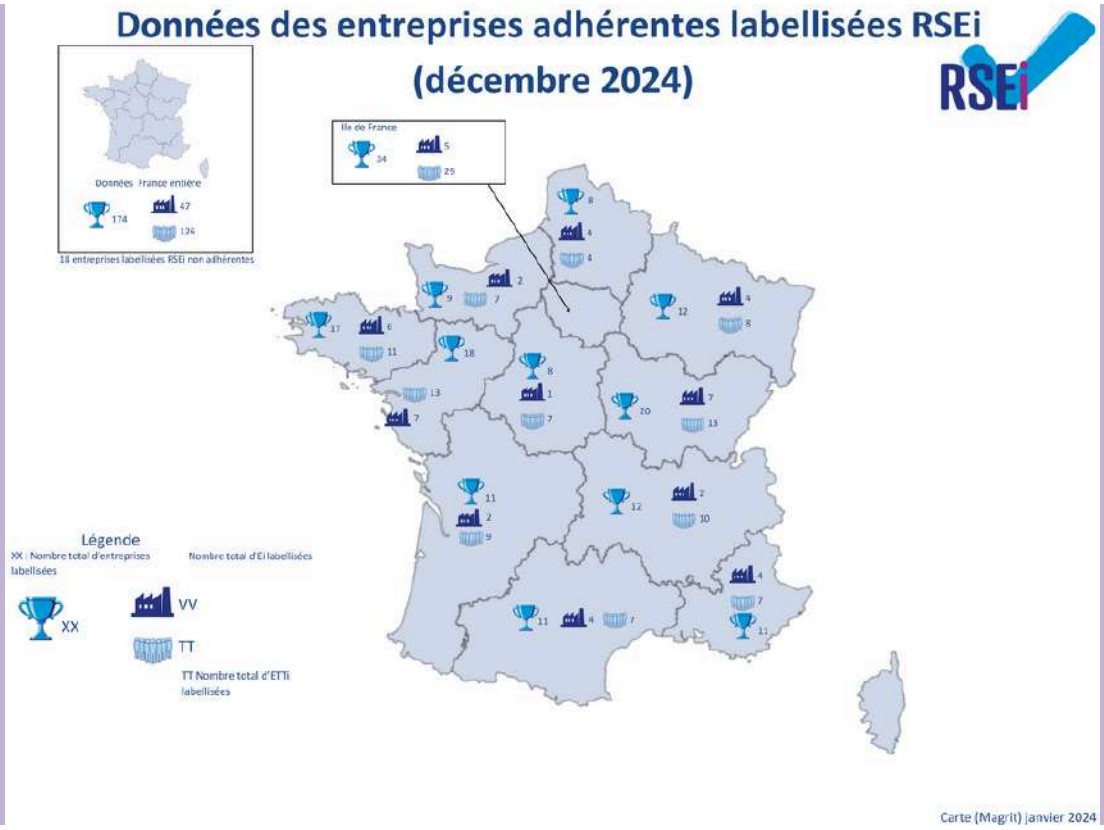
LE NOMBRE DE LABELLISÉS RSEI CONTINUE DE PROGRESSER !

Grâce aux outils d'accompagnement proposés par Lilian Guillot, chargé de projet RSE, aux adhérents, le nombre d'entreprises labellisées a continué à progresser en 2024 :

- 47 adhérents ont suivi l'accompagnement à la labellisation RSEi.
- 27 adhérents ont fait un audit à blanc, et ont donc obtenu le niveau initial.
- 16 adhérents ont suivi la formation à l'audit interne.

Au total, 27 nouvelles entreprises ont obtenu la labellisation RSEi en 2024.

Le label RSEi compte 194 entreprises labellisées à fin 2024 !



LE NOMBRE DE LABELLISÉS RSEI CONTINUE DE PROGRESSER !

Un e-learning de sensibilisation à la RSEi

Le site de la fédération Ile-de-France héberge depuis janvier 2024 un e-learning dédié à la sensibilisation RSEi. L'accès est délivré à la demande, et permet de sensibiliser et de comprendre l'ensemble des enjeux et attendus du label RSEi. Les 3 heures de e-learning, réparties en séquences de 15 minutes permettent de suivre la totalité des vidéos en s'adaptant à nos agendas surchargés.

Un accompagnement à la labellisation RSEi optimisé par l'ajout de rendez-vous individuels

Outre le e-learning RSEi, l'accompagnement à la labellisation RSEi a été complété par l'ajout de 3 rendez-vous individuels pour accompagner de manière plus précise les entreprises inscrites à l'accompagnement. Ces rendez-vous sont assurés par les délégations régionales, et permettent de lever les blocages relevés lors de l'accompagnement collectif.

ACCOMPAGNER

LA PROFESSIONALISATION

LA JOURNÉE RSEI 2024 : LA SOBRIÉTÉ EN ENTREPRISE AU CŒUR DES ÉCHANGES

Le thème de la sobriété en entreprise était au coeur de la journée RSEi 2024 avec notamment l'intervention de Baptiste Harbonnier, membre du service Consommation Responsable et de la direction Economie Circulaire de l'ADEME, et d'experts de l'Observatoire de la responsabilité sociétale des entreprises (ORSE) et de l'OREE.



Plus de 110 personnes ont répondu présentes pour venir partager leurs bonnes pratiques et féliciter les 27 entreprises nouvellement labelisées par l'AFNOR (sur 194 au total fin-2024). Avec cette nouvelle promotion, le label RSEi est devenu le premier label RSE sectoriel de l'AFNOR.



UN PÔLE JURIDIQUE À PLEIN RÉGIME

Créé en 2015, le Pôle juridique de la fédération mené par Jean-Philippe Bugnicourt offre un accompagnement personnalisé aux adhérents dans leurs problématiques liées au droit social, au droit des contrats, au droit de la concurrence, au droit de la commande publique, au droit des entreprises en difficulté ou encore au droit fiscal.

Le Pôle juridique apporte un appui majeur au Pôle plaidoyer pour l'analyse de l'évolution du cadre règlementaire ainsi que pour la rédaction des propositions législatives de la fédération. En 2024, le Pôle juridique a également joué un rôle important dans la consolidation des documents statutaires dans le cadre du projet "Nouvelle Fédération".

ACCOMPAGNER

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

LES FEMMES EN FORCE DANS LES INSTANCES DE LA FÉDÉRATION

La fédération saisie l'occasion du projet "Nouvelle Fédération" pour progresser vers l'objectif d'égalité réelle entre les femmes et les hommes, en commençant par imposer la parité stricte dans l'ensemble de ses instances nationales et régionales.





PERSPECTIVES 2025

la fédération des entreprises d'insertion

PERSPECTIVES 2025

CHANTIERS 2025

CONCRÉTISATION DE LA NOUVELLE FÉDÉRATION

Avec une fusion au 1er janvier 2025, le projet “Nouvelle Fédération” entre dans sa phase opérationnelle d'harmonisation des pratiques, de mise en place des nouvelles instances nationales et régionales et de mutualisation des compétences et des ressources.







LA CAMPAGNE DE COMMUNICATION “L'INSERTION ÇA CHANGE UNE VIE”

Après son lancement national, la campagne de communication "L'insertion, ça change une vie !" prend vie dans chaque région à travers une série d'événements locaux !
Inaugurations d'expositions, rencontres avec les salariés en insertion, temps d'échanges conviviaux… Autant de moments forts pour valoriser nos adhérents, sensibiliser les médias locaux et mobiliser nos partenaires et financeurs de proximité.
Cette campagne marque le début d'une année riche en visibilité et en rencontres.

2025, UNE ANNÉE CHARNIÈRE QUI MARQUE UNE BAISSE INÉDITE DES SOUTIENS PUBLICS À L'IAE DANS UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE TRÈS INSTABLE

En 2025, la Fédération des entreprises d'insertion intensifie son plaidoyer pour renforcer la visibilité et la reconnaissance des entreprises d'insertion et de travail temporaire d'insertion dans le paysage politique et économique français. Cette démarche vise à sensibiliser les acteurs publics et privés sur l'importance de l'insertion par l'activité économique, en mettant en avant les réussites des 100 000 personnes accompagnées chaque année !



NOS ÉLUS FÉDÉRAUX



UNE FÉDÉRATION ANCRÉE DANS 13 RÉGIONS DE FRANCE

Chaque fédération régionale est représentée par un Comité d'animation régional dont les présidents et vice-présidents sont également membres du Conseil fédéral.

Certaines actions relayées dans ce rapport ont été financées par le FSE+

Le Fonds Social Européen (FSE+) est l'un des fonds structurels de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale, visant à réduire les écarts de développement existants entre les pays de l'Union européenne et à promouvoir une croissance durable, intelligente et inclusive, conformément aux objectifs de la Stratégie Europe 2020.

En 2024, La fédération des entreprises d'insertion a un conventionnement avec le FSE+ ayant pour axe prioritaire la lutte contre la pauvreté et la promotion de l'inclusion.
Les actions financées visent à :
• renforcer les partenariats et la coopération avec les acteurs économiques ;
• accompagner les permanents des entreprises d'insertion et de la fédération dans la professionnalisation de leurs pratiques et de leurs activités.

la fédération des entreprises d'insertion | Efficacité économique, finalité sociale

Les permanents de la fédération

Alexandre ADAM, Chargé de communication
Mathilde AUSORT, Déléguée générale adjointe
Audrey BONNEVILLE, Responsable RH et financière
Jean-Philippe BUGNICOURT, Juriste
Rébecca CHATAIN, Chargée de développement filières inclusives
Michaël COULON, Délégué général adjoint
Charline COUTURIER, Chargée de développement ETTi
Lilian GUILLOT, Chargé de projet RSE
Catherine KLEIN, Gestionnaire administrative et financière
Issa IDRISSA, Chargé de développement filières inclusives (par intérim)
Sara JUGNAUTH, Chargée des achats responsables et inclusifs
Guillaume LABBE, Responsable filières
Antoine LAURENT, Délégué général adjoint
Candy LUSTIG, Assistante administrative et de gestion
Matthieu ORPHELIN, Délégué général
Muriel PIBOULEAU, Responsable qualité et RSE
Julien PONCELET, Chargé de communication

En Auvergne-Rhône-Alpes : Céline CHABUEL, Maud ROBINET, Ann-Lise ROSIO, Louise SALAGNAC

En Bourgogne Franche-Comté : Lio BUHLER-HUREL

En Bretagne : Isabeau ARCHAMBAUD, Jean-Jacques COQUELLE, Ivan LOUËR

En Centre-Val de Loire : Ludmilla MALFRAY

En Grand Est : Pierre SCHNEIDER

En Ile-de-France : Catherine BOUTILLIER, Stéphanie GRICOURT, Sarah LAMOTHE, Aude SEEL

En Normandie : Etienne DUVAL

En Pays de la Loire : Giulia BOCCATO, Léa DEPOND

En Provence-Alpes-Côte-D'Azur : Ophélie GRASSET, Ammara LE CHEK, Carole MARTIN

Ils sont partis en 2024 pour voguer vers d'autres horizons : Marie BONNETBLANC, Léane BECKER, Christophe BONALDI, Amandine BOURDET, Valérie BURGERT, Anaïs CAMUS, Elodie FRABOULET, Elise GHERRAK, Awatif HAEY LAURENTIN, Cécile JEANJACQUES, Cécilia MARONET, Anne-Laure PUJOL, Yombo RAHMAN, Agnès RIGAUDIERE-REAL, Emmanuelle SOKOLOFF, Guillaume SOULA, Peggy PREISS.

La Fédération des entreprises d'insertion souhaite rendre hommage à Damien BELLEC, délégué régional de Bretagne, disparu en 2024.



la fédération des entreprises d'insertion

18-20 rue Claude Tillier
75012 PARIS

Tél. 01 53 27 34 80

contact@lesentreprisesdinsertion.org

lesentreprisesdinsertion.org

Les entreprises d'insertion

ENGAGEMENT DE SERVICE QUALI'OP AFNOR CERTIFICATION www.afnor.org

Cofinancé par l'Union européenne

Editeur : La fédération des entreprises d'insertion

Pictos : Canva

Photos : Aymeric Dumoulin, Adhérents de la fédération, la fédération des entreprises d'insertion

Conception : La fédération des entreprises d'insertion

Nos délégués régionaux

Auvergne-Rhône-Alpes
Séverine TRONTIN | s.trontin@lesentreprisesdinsertion.org
Nelly COLTEL | n.coltel@lesentreprisesdinsertion.org

Bourgogne Franche-Comté
Michaël COULON | m.coulon@lesentreprisesdinsertion.org

Bretagne
David Wantiez | d.wantiez@lesentreprisesdinsertion.org

Centre-Val de Loire
Laurence EDMEADS | l.edmeads@lesentreprisesdinsertion.org

Grand Est
Valérie BEGE | v.bege@lesentreprisesdinsertion.org et
Emmanuelle DAVIAU | e.daviau@lesentreprisesdinsertion.org

Hauts-de-France
Edouard MISSONNIER | e.missonnier@lesentreprisesdinsertion.org

Ile-de-France
Bruno GARCIA | b.garcia@lesentreprisesdinsertion.org

La Réunion
Sandrino RAMANITRARIVO | s.ramanitrarivo@lesentreprisesdinsertion.org

Normandie
Véronique PAUL | v.paul@lesentreprisesdinsertion.org

Nouvelle Aquitaine
Emma VIDAL | e.vidal@lesentreprisesdinsertion.org

Occitanie
Louise MARTI | l.marti@lesentreprisesdinsertion.org

Pays de la Loire
Claire GAGNIERE | c.gagniere@lesentreprisesdinsertion.org

Provence-Alpes-Côte-D'Azur
Muriel PIBOULEAU | m.pibouleau@lesentreprisesdinsertion.org



L'INSERTION, ÇA CHANGE UNE VIE !

Chaque année, 100 000 personnes éloignées de l'emploi sont embauchées dans les entreprises d'insertion. Accompagnés et formés, ces salariés développent leurs compétences et préparent leur avenir.

Qualité, professionnalisme, inclusion, RSE : choisissez les 2 200 entreprises d'insertion !